

“Nous allons en Russie”

par Alain Besançon

Quand on lit aujourd’hui dans les mémoires des hommes politiques occidentaux leurs entretiens avec les dirigeants soviétiques, on ressent un certain malaise que je voudrais analyser. Que Roosevelt ou même Churchill qui haïssait le communisme, aient pu se laisser surprendre, quelques fois leurrer ou duper par Staline peut être porté au compte du sombre mais exceptionnel génie politique de ce dernier. Mais que penser des conversations entre Kissinger, dont on sait la culture et l’intelligence, avec Brejnev, dont on connaît les limites fort étroites, plus étroites encore à mesure que les documents récents nous les font connaître ? Et pourtant je me souviens fort bien de l’irritation de personnes comme Léo Labeledz ou comme Michel Heller, qui ne prétendaient pas surpasser l’envergure ni les moyens intellectuels du très distingué Secrétaire d’Etat, mais pourtant, sur ce point, le jugeaient d’une naïveté décourageante.

Je prendrai pour exemple un texte court. Il figure dans le troisième tome de *C’était de Gaulle* d’Alain Peyrefitte, p. 190-207. Je tiens cet ouvrage pour une sorte chef d’œuvre, et de très loin pour le meilleur jamais écrit sur De Gaulle. Le Général y apparaît dans l’exceptionnelle richesse de sa personnalité. Quelque jugement qu’on porte sur tel ou tel point de sa politique, et même sur l’ensemble de son rôle historique, on ne peut avoir lu ce livre sans en retirer la conviction ou plutôt l’évidente constatation de la supériorité d’intelligence et de caractère du Général De Gaulle. Et pas seulement sa “grandeur” qui est une vertu qui se voit de loin et lui est justement reconnue, mais, dans le détail quotidien des affaires, un métier, un bon sens, une sûreté de jugement, un réalisme, un capacité d’écoute et de discussion qu’on lui a contesté, mais qui se manifestent dans les notes de Peyrefitte comme également admirables. On ne peut imaginer un homme d’Etat aussi loin de l’esprit de tyrannie, aussi sincèrement dévoué au bien commun. C’est sur ce fond d’admiration que je voudrais lire critiquement les quinze pages en question.

Nous sommes en Juin 1966. La guerre au Vietnam dure toujours. La France a quitté l’Otan en mars. Le même mois la première bombe H a été essayée avec succès à Mururoa. Ces deux événements encadrent la pensée maîtresse du général De Gaulle : l’indépendance nationale. Je ne veux pas porter ici de jugement sur le “nationalisme” de De Gaulle, ni faire des suppositions sur une remontée éventuelle de maurrassisme. Dans toutes les notes de Peyrefitte on ne trouve en tout cas pas un seul jugement péjoratif de De Gaulle sur une autre nation que la sienne. Il les admire toutes justement et particulièrement dans leur aptitude à être des nations. Il admire l’Allemagne, il admire le peuple juif, il admire les États Unis, il admire la Russie en tant que nations. Mais le point important est qu’il pense le monde comme une collection de nations et l’histoire comme l’évolution de leurs rapports respectifs. Là se trouve, à son avis, le fond des choses, le point solide et le reste est idéologie ou superfétation. En 1966, De Gaulle est obsédé par l’hégémonie américaine ou plutôt, pour éviter le vocabulaire de la psychologie, il considère que le problème politique essentiel est celui de l’hégémonie américaine sur la portion du monde qui inclut la France. Or les nations ne sont des nations que si elles sont indépendantes. Il faut donc dégager la France de ce qui, dans l’alliance avec les États Unis, est contraire à cette indépendance, ce qui produit un effet de servilité, un affaïssement de l’esprit public, une émasculatation du peuple. C’est pourquoi, quand la France se retire de l’Otan, il a cette formule

étonnante en 1966 : “ Une France sans troupes étrangères” — comme si la présence voulue par la représentation nationale d’un état major et de quelques bases américaines était pour le pays une sorte de macule. Mais si l’alliance demeure, si De Gaulle l’accepte formellement, c’est qu’elle est une nécessité devant la menace que fait peser une autre nation, la Russie. C’est par ce nom, comme on le sait, que De Gaulle a toujours appelé l’URSS, fausse entité à laquelle il refuse toute consistance. Le communisme, qu’il déteste en tant que régime ne compte guère en regard de la réalité qui s’en est provisoirement enveloppée, la Russie.

Le rapport des forces entre les États Unis et la France étant défavorable, porte des effets délétères. Si cette alliance était moins étroite, la nation française pourrait se reprendre. D’où le retrait de l’Otan et la maîtrise de l’arme atomique. Mais le caractère humiliant de cette alliance disparaîtrait si elle n’était pas obligatoire à cause du rapport de force également défavorable entre la France et la Russie. Il faut donc obtenir la “détente” : soit un relâchement de tension entre les États Unis et la Russie, qui laisse plus d’air à leurs alliés respectifs ; soit la recherche d’une position particulière de la France vis à vis de la Russie qui force les États Unis à relâcher leur emprise. Dans la première direction, la France travaille méritoirement pour la paix du monde, dans la seconde elle travaille pour le bien de l’Europe, qui toute entière est subordonnée à l’un des deux “blocs” et réclame son indépendance. Les deux voies peuvent être explorées de concert. Telles sont les convictions du général De Gaulle en 1966. Après ce rappel de choses bien connues, je vais suivre désormais le texte de Peyrefitte.

Conseil des ministres du 15 Juin 1966 : “ Nous allons en Russie. Pas tout à fait revêtu de probité candide et de lin blanc, mais sans arrière-pensées et sans préjugés”. Sans arrière-pensées ? C’est à dire en n’ayant pas d’autres buts que ce que je viens d’exposer. Sans préjugés ? C’est à dire en faisant comme si l’antipathie que nous inspire le régime devait être mise entre parenthèses. En somme la volonté de De Gaulle est d’aborder la Russie comme “un pays comme un autre”, ce qu’elle est puisqu’elle est fondamentalement une “nation”. Tel est le préjugé qui se cache sous le “sans préjugés”. On tachera de “considérer de façon pratique les problèmes européens, et essentiellement le problème allemand”. En effet, le préjugé “sans préjugé” implique qu’il est possible d’aborder “pratiquement”, pragmatiquement les problèmes avec les interlocuteurs soviétiques. Le désir commun à la plupart des responsables occidentaux est de rencontrer un soviétique qui parle comme eux, dans le même langage, partage les mêmes repères spatio-temporels, et le désir est si fort, qu’ils leur donnent à l’avance cette étiquette de “pragmatique”, qu’au reste, leur interlocuteur, qui les connaît, confirme souvent en leur jouant la comédie du “pragmatisme”.

“Les Soviétiques attachent à cette rencontre une grande importance. Nous aussi”. Avec le recul, on sent que la phrase aurait dû être retournée. C’est De Gaulle qui poursuit un grand dessein. Pas les soviétiques, du moins à ce moment là et sur le terrain où De Gaulle voudrait les amener. Pour eux cette rencontre se situe dans la routine de leur politique étrangère : diviser l’Europe, en particulier la France de l’Allemagne, et diviser l’Europe des États Unis. En quittant l’Otan, en morigénant les États Unis, De Gaulle semble avoir été utile. Mais de cette rencontre là, ils n’attendent, on le verra, pas grand chose.

“Nous irons à Novosibirsk, la ville scientifique, à Baïkonour, la base spatiale, grand mystère!” De Gaulle est sensible à l’honneur que lui font les soviétiques lequel ne leur coûte pas cher. Vivant de secrets, ils font semblant d’en vendre un de temps en temps à un hôte de marque à qui cela fait toujours plaisir. Surtout s’il est français.

Conseil du 2 Juillet 1966. Couve de Murville fait le récit du voyage. Il vaut la peine de le citer : “Les conditions de l’accueil ont été exceptionnelles. Les autorités se sont mises en quatre. Le général De Gaulle logeait au Kremlin. Le premier depuis Lénine, il a parlé au balcon de la municipalité. La population s’est rassemblée en masse dans des démonstrations d’amitié qui ont été remarquables par

leur ampleur, mais aussi, apparemment tout au moins, leur spontanéité”. Le “apparemment” prudent met à l’abri le ministre des affaires étrangères. Mais voici sur les interlocuteurs, dans un impeccable style “Quai” : “Kossyguine est un administrateur capable, dont l’autorité s’affirme. Brejnev paraît le plus doctrinaire. Il n’a pas l’expérience gouvernementale de Kossyguine ; mais il est intelligent, dégourdi et informé”. Le désir si commun du ministre de voir en face de lui un “homologue”, un ministre comme lui, un homme comme lui, l’entraîne à ce portrait psychologique. Kossyguine “capable, expérimenté”, dont “l’autorité s’affirme”. Brejnev, “intelligent, dégourdi, informé”. Deux autres Couve, en somme.

De Gaulle résume devant les ministres ses impressions de voyage : “Le pays donne une impression d’immensité”. Il n’est pas le premier voyageur à le ressentir. A quoi cela tient-il ? En effet, l’Amérique du nord, qui est pratiquement aussi grande, ne donne pas cet effet saisissant immédiatement. C’est que les États Unis ou le Canada sont des pays contrôlés et organisés, même dans les déserts. Alors que la Russie demeure un terrain vague, même là où elle est peuplée. Moscou, curieusement, condense ce trait : sa vastitude désordonnée fait partie du charme de la ville. On sent qu’autour d’elle s’étend un espace d’autant plus immense qu’il est indéfini. Plus contestable : “ il y a là un capital matériel colossal, par le nombre des habitants, la dimension du développement à prévoir”. On voit que De Gaulle est effleuré par la tentation si fréquente chez le voyageur en Russie, de confondre la dimension et la force ; et qu’il croit, comme tout le monde, à l’époque, ou presque, à la croissance, au développement, à la réussite de la planification soviétique. “Tout ce qui est entrepris est grand”. Non sans une pointe de regret qu’on ne puisse le dire de la France.

“Deuxièmement, au point de vue psychologique. On sent partout le désir du “dédouanement”, chez les dirigeants, chez les notables, chez les militaires.” Qu’entend De Gaulle par “dédouanement” ? Ce n’est pas clair. Je crois qu’il faut comprendre que les soviétiques se présentent comme plus distants par rapport à l’idéologie du régime. Ce qui est chez eux cohérent avec le ton de leur diplomatie de “détente” au sens où ils prennent ce mot. “Là, la popularité profonde de la France en Russie peut jouer son rôle”. C’est une erreur bien française. Dans le milieu soviétique du pouvoir, l’idée que la France est “populaire” n’a pas de sens. Dans la population, guère plus. On croit en général la France plus faible qu’elle n’est, et l’on admire les autres peuples par ordre de puissance : les États Unis, l’Allemagne, l’Angleterre et, loin derrière la France. On sait aussi que la France, entre les pays occidentaux, est celui qui est le plus disposé à céder aux pressions , le plus disposé à gober les mensonges soviétiques, le plus facile à manipuler. Sous les années Brejnev, la France était souvent désignée par plaisanterie comme la “seizième république soviétique”, avec une forte nuance de mépris.

“Les Russes ont la fierté collective de ce qu’ils réalisent” (...) Le régime est subi et paraît dans l’ensemble accepté. On est conscient qu’une forte discipline nationale s’impose. (...) Le régime dure, mais se transforme. Il devient moins idéologique et plus technocratique. Ce ne sont plus les propagandistes, mais les ingénieurs qui mènent le pays”. Le tableau a peu de rapport avec la réalité, mais il est banal. C’est l’idée commune qu’on a de l’URSS dans ces années-là. C’est celle du *Monde*. C’est aussi l’opinion généralement acceptée par les spécialistes anglais et américains, sauf quelques uns qui, pour n’être pas toujours des “spécialistes” sentent mieux le pays.

Passons sur ces jugements généraux qui n’ont rien de spécifiquement gaullien, pour aller à la politique. De Gaulle estime que les “Russes” sont pacifiques et “réellement inquiets des manipulations belliqueuses des États Unis”. C’est une inquiétude, ajoute-t-il, “que nous partageons” C’est prendre pour argent comptant et sans la moindre distance le thème fondamental de la propagande soviétique, à savoir leur amour de la paix et les intentions dangereuses des Américains. “Ils considèrent que le contact avec l’Occident passe par la France”. Cela fait plaisir, mais nous savons, comme l’ont toujours crié les diplomates non gaullistes, comme Laloy et Soutou, que c’est une illusion : il existe une

politique allemande de l'URSS, il n'existe pas de politique française, sinon comme un compartiment subordonné d'une politique allemande, et, plus largement, d'une politique américaine. Dans ce cadre, on comprend que, De Gaulle puisse noter : ils sont "satisfaits de la voie que nous avons prise", puisque notre politique "épouse leurs sentiments et leurs intérêts".

Peyrefitte nous communique ensuite les minutes qu'il a pu lire des entretiens entre De Gaulle et ses interlocuteurs qui se sont tenus dans ce même voyage. Tout roule autour de l'Allemagne et des États Unis.

L'Allemagne d'abord. De Gaulle y va d'un long exorde admirablement tourné pour forcer Brejnev à se découvrir sur ce point. En voici la fin : "Nous n'avons participé ni à Yalta ni à Potsdam. Vous, en revanche, y étiez et vous avez acquiescé à ce qui a été fait en Europe et en Allemagne. C'est pourquoi je vous demande si ce qui a été fait depuis vingt-deux ans est, à vos yeux, définitif, ou si vous considérez que des changements y sont possibles". Peyrefitte admire le "piège" que De Gaulle tend à Brejnev : s'il reconnaît qu'il s'est passé bien des choses depuis Yalta, il s'en détache et il "entrouvrirait la porte au dialogue". Mais Brejnev ne "tombe pas dans le piège" et n'a pas l'air de se douter qu'il y en ait jamais eu un. Il produit tout à trac un pur morceau de propagande, qui n'est en aucun cas une réponse : "La RFA poursuit son chemin vers le nazisme... le gouvernement fédéral tolère en ce moment des réunions de nazis... Les États Unis favorisent cette évolution de l'Allemagne... on s'approche d'une troisième guerre mondiale, etc, etc." Le propos de Brejnev est d'autant plus piquant, que nous avons appris, par des documents échappés depuis la chute du soviétisme, que le KGB organisait à cette époque en Allemagne une pseudo-renaissance du nazisme avec des croix gammées dans les cimetières et autres manipulations du même ordre. Brejnev est simplement *on line* avec ses services. Or De Gaulle prend la peine de convaincre longuement Brejnev que son tableau de l'Allemagne est plus noir que n'est la réalité. Il estime qu'il faut laisser aux Allemands une espérance de réunification. Laquelle, pour sa part il ne souhaite "certes pas sans conditions".

Vient alors un propos central dans l'idée gaullienne : il faut "sortir le problème allemand de la contestation entre l'Union Soviétique et les États Unis", et en faire un problème de "bonne foi entre Européens". Mais qui sont ces Européens ? De Gaulle ne conteste pas que les Allemands en fassent partie. Mais il tient pour allant de soi que les Russes en font aussi partie, dès l'instant que, sur le problème allemand, il ne fassent pas un enjeu de leur rivalité avec l'Amérique. Autrement dit, la résolution de la question allemande est le levier qui permet de tenir à l'écart les États Unis des affaires européennes et d'y faire entrer la Russie, partie prenante de la nouvelle Europe "de l'Atlantique à l'Oural".

La question de l'appartenance de la Russie à l'Europe est une affaire compliquée, qu'il n'est pas dans le sujet de la présente note de traiter. Ce qu'il faut remarquer c'est que l'obsession de l'hégémonie américaine est si forte que De Gaulle retrouve de manière non critique l'esprit de l'alliance franco-russe de la fin du XIX^e siècle qui avait balayé en France la plupart des objections à l'idée que la Russie pouvait bien se trouver par son histoire, sa religion, la forme de son État en dehors de ce que l'on considérait comme proprement européen. Et encore : vers 1890 la Russie faisait depuis longtemps partie de ce qu'on appelait le *concert européen*, système interétatique qui datait de Pierre le Grand et du début du XVIII^e siècle. Mais ce système était mort en 1914 et, depuis la révolution bolchevique, la Russie s'était installée dans un mode d'être absolument étranger à la norme européenne et, à vrai dire, à toute norme civilisée, européenne ou non, même à toute norme russe. La vision historique gaullienne, fixée sur la réalité permanente, ahistorique de la "nation", gomme d'un seul coup cinquante ans d'histoire de cette nation, le communisme, qu'il tient pour non avvenu, frappé d'irréalité, et tellement superficiel qu'il n'imagine pas que Brejnev y soit encore attaché : il le juge en train de se "dédouaner", c'est à dire de revenir à l'être national russe éternel.

Ce qui le conduit à regarder comme symétrique la domination soviétique sur l'est européen et la domination américaine sur l'ouest. Et même, à l'accepter : "Nous ne voyons pas d'inconvénient à votre puissance, car sans elle nous serions exposés à une hégémonie irrésistible des États Unis". L'équilibre des puissances, étant donné la faiblesse de la France est pour celle-ci une sauvegarde. " Nous ne sommes donc fâchés ni de votre puissance, ni de la puissance américaine". Si Brejnev avait été l'homme que décrit Couve et que De Gaulle espérait qu'il fût, il serait entré dans ce langage classiquement machiavélien du réalisme à la Richelieu ou à la Bismarck. Mais justement il appartient à une autre humanité. Léniniste, il refuse toute idée de symétrie. Aussi remet-il simplement le disque de la propagande et récite : "Nous sommes pacifiques, partisans de la non-ingérence et de la coexistence. Les États Unis pratiquent une intervention grossière dans les affaires d'autrui", etc. Décourageant.

A partir de ce moment, dans ce document, nous n'entendons plus Brejnev, mais Kossyguine. "Celui-ci intervient, commente Peyrefitte, en "sortant des principes pour entrer dans le domaine de l'action et du progressif". Nous touchons ici une figure classique des rapports entre États communistes et États "normaux". De Gaulle, comme tant de ses pairs, comme la plupart des représentations diplomatiques à Moscou, cherche le contact personnel. Ne le rencontrant pas, constatant qu'à ses beaux discours on ne répond qu'en assenant un slogan, il essaye un autre angle. Puisque le contact "intellectuel" est impossible, il reste des rapports pratiques de commerce, d'échange, de projets communs. Les occidentaux espèrent "lier" ainsi leur partenaire par une foule d'accords qui, en l'obligeant à collaborer, finiront par le changer et le faire rentrer dans l'univers commun. C'est pourquoi ils divisent ordinairement les dirigeants soviétiques en "pragmatiques" et en "dogmatiques". Quand, l'ambassadeur ou le ministre, épuisé, en a fini avec celui-ci, il est bien content de se rabattre sur celui-là. Et s'il n'existe pas, on finit par l'inventer. Depuis la mort de Staline, je ne vois guère de dirigeant soviétique — Khrouchtchev, Brejnev, Andropov, Tchernenko, qui n'ait été salué à son avènement par la presse comme "pragmatique". Les Soviétiques connaissent bien cet état d'esprit, et une fois que le "dogmatique" avait joué son rôle, le "pragmatique" entrait en scène, comme, dans les postes de police, une fois que le suspect arrêté avait été suffisamment terrifié par le policier "dur", le policier "humain" et "gentil" venait prendre le relais. Bien entendu, l'apparatchik "pragmatique" avait une autre conception du "pragmatisme" que son partenaire occidental. Il signifiait qu'on pouvait grappiller pour le pouvoir soviétique un certain nombre d'avantages : prêts avantageux, marchandises en dessous du cours du marché, et surtout, à l'époque Brejnev, transferts de technologie. De plus, non seulement il prélevait une dîme sur le contribuable français, mais c'était l'Union Soviétique qui liait la France plus solidement que par les illusions que pouvaient nourrir ses dirigeants, par tout un ensemble d'accords "pratiques" qui l'engageait et qu'elle ne pouvait dénouer qu'en y perdant son investissement. Kossyguine, donc, plaide pour une "coopération plus étroite entre Européens, là où les intérêts des États Unis ne sont ni décisifs ni prépondérants". C'est l'intérêt de la France, ajoute-t-il, comme de la Finlande. "Elle placerait dans une situation embarrassante ceux qui ne veulent pas d'une vraie détente". — "C'est exactement ce que je pense, repartit De Gaulle". Il est capital de mettre à l'ordre du jour "un développement économique commun", lien pratique et début d'une compréhension entre les pays d'Europe. Peyrefitte, en sa qualité de ministre de la Recherche scientifique, est chargé de négocier les questions afférentes au SECAM (un procédé de télévision) à l'accélérateur de particules de Serpoukhov, et à "notre chambre à bulles Mirabelle".

Les conversations se poursuivent. Kossyguine met sur la table le projet soviétique d'une déclaration internationale sur la non-dissémination des armes nucléaires. De Gaulle y va d'un long et beau discours sur la philosophie des armes atomiques au terme duquel il refuse et conclut " Vous avez des *clients* (souligné par moi) comme la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie. (...) Les Etats-Unis ont leurs *clients* comme l'Allemagne et le Japon. (...) Nous, nous n'avons pas de clients ; nous n'avons donc pas avantage à signer un tel accord." Toujours la symétrie des deux "blocs" et la France

indépendante au milieu.

Retour à la *Weltpolitik*. De Gaulle : “ Comme ils ont beaucoup de besoins, militaires et autres pour le Vietnam, les Etats-Unis s’intéressent moins directement à l’Europe : il y a peut-être là une occasion politique qui s’offre à l’Union Soviétique et à la France d’organiser une politique plus européenne” qui serait bien vue par les États de l’Europe occidentale, même par l’Allemagne. Kossyguine répond comme aurait dû faire Brejnev s’il avait voulu ou s’il avait pu répondre en termes diplomatiques : “ Il ne serait pas réaliste de chercher la solution (du problème allemand) par la réunification des deux Allemagnes, qui n’est intéressante ni pour vous, ni pour nous”. C’est lui maintenant qui joue l’aria de la symétrie. Non sans toutefois oublier le code officiel en vigueur : “Voyez ce qui se passe actuellement en Bavière : le fascisme renaît. Les fascistes s’accrochent aux Etats-Unis”. De Gaulle prend la peine de faire à Kossyguine un petit cours d’histoire pour lui prouver que les conditions pour un retour du “fascisme” en Allemagne n’existent plus et que toute manière la France a tous les moyens pour “écraser l’Allemagne si elle devenait agressive”. Il réitère son désir de “détente”, de “relations normales entre tous les pays européens”. Quant à l’Allemagne, il faut viser non la réunification (“pas de Reich”) mais “une simple confédération”.

Nous sommes arrivé au bout de ce chapitre. Conclusion de De Gaulle : “ C’est nous qui menons le jeu et les Russes ne font que suivre et approuver ”. Peyrefitte ne devait pas en être tout à fait sûr, puisqu’il a choisi de mettre en postface à ce voyage de 1966, une intervention d’André Malraux au conseil des ministres du 13 mars 1968. Eh bien, André Malraux renverse toute la perspective de De Gaulle. L’URSS est toujours l’URSS. L’appareil est présent, le parti toujours monolithique, l’opposition est nulle, et ce n’est pas vrai que les Russes soient inquiets pour la paix :” Il ne se sentent plus menacés par personne”. Quant aux échanges culturels, “ce n’est pas sérieux”. Un Malraux de bon sens : restons sur cette bonne surprise.

Le problème que pose le texte que nous venons de présenter, je crois fidèlement, est celui-ci : comment un esprit supérieur (De Gaulle) peut-il se faire avoir par des brutes ?

Dans ce cas précis, un facteur important est la personne de De Gaulle, son idiosyncrasie, sa pensée propre. Il nourrit un grand dessein (la détente en vue d’une autonomie plus grande de la France, secondairement de l’Europe vis à vis des États Unis). Il estime que les “Russes” peuvent découvrir qu’il est de leur intérêt de soutenir ce dessein. De plus cela peut adoucir le régime et remettre la Russie en Europe dans la mesure où elle consentirait à jouer le jeu européen que lui suggère De Gaulle. Cela ne marche pas. Les dirigeants soviétiques sont totalement étrangers à ces perspectives. Ils restent fidèles au programme général léniniste, comme il s’est progressivement adapté au monde soviétique et international des années soixante. Ce qui les intéresse, et ce qui leur paraît bon à prendre dans le projet gaullien, est qu’il distende les rapports entre la France et les États Unis, qu’il introduit un facteur de division en Europe. Ils poussent d’ailleurs en vain De Gaulle contre l’Allemagne “fasciste”, “revanchiste”. Or De Gaulle, fidèle à sa conception de l’histoire — une mouvante collection de nations —, comprend mal la nature léniniste de ses partenaires, et mal aussi la nature de l’URSS. Il la regarde comme l’empire russe classique de sa jeunesse et il lui parle comme il aurait alors parlé à Gortchakov ou à Izvolsky. Il comprend difficilement la nature de l’hégémonie américaine, lui attribuant les ambitions d’une “nation” comme étaient la France, l’Allemagne ou l’Angleterre au temps Delcassé, de von Caprivi ou d’Edward Grey.

Désappointé par ses interlocuteurs, De Gaulle essaie de les persuader : il déploie son éloquence la plus somptueuse et prononce des harangues, des *contiones* dignes de Tite Live. A quoi ils répondent par quelques grognements courts, résumant la ligne propagandiste du jour. Aucun effet. En somme les

portraits de Brejnev et de Kossyguine que notre Couve de Murville avait croqués à la façon dont Norpois décrivait le caractère intime roi Théodose, n'étaient pas tout à fait exacts. Reste à signer quelques accords dont les Soviétiques attendent des avantages matériels, et nos diplomates des avantages moraux. Le "pragmatique" pour De Gaulle est le succédané du "politique" impossible, un "second best", une pierre d'attente pour l'avenir. Pour Brejnev, c'est un butin, donc, dans l'optique léniniste, un succès "politique" au présent.

Il est possible, me semble-t-il, de tirer de cet épisode des leçons plus générales que celle d'une appréciation de la politique gaullienne. Quand on lit les mémoires de Kissinger et le compte-rendu qu'il fait de ses discussions avec Brejnev au temps de la guerre du Vietnam, l'impression n'est pas si différente. Kissinger n'a pas les préoccupations ni le dessein de De Gaulle. Mais son cadre de pensée est analogue. Cet historien a fait sa thèse sur Metternich, c'est à dire sur un homme du concert européen. Le dessein de Kissinger est lui aussi d'attirer l'URSS (il ne dit pas : "la Russie") dans un concert des nations et dans un équilibre des puissances. De Gaulle subissait de mauvaise grâce ce qu'il pensait être un équilibre des puissances entre la Russie et les États Unis, dans le même sens qu'il y avait eu un équilibre entre le royaume de France et la Maison d'Autriche. Kissinger en fait au contraire un point de départ. Kissinger sait bien que ce n'est pas ainsi que se présente l'échiquier international, et que le malheur est qu'il n'est pas vraiment un échiquier. C'est cet échiquier qu'il veut reconstruire, avec aussi peu de succès, finalement que De Gaulle.

On remarque aussi, comme une permanence de ces rapports Est-Ouest, le souci d'établir des contacts personnels, "humains". C'est pourquoi les hommes d'Etat occidentaux veulent connaître le "profil psychologique" des dirigeants communistes, soviétiques, chinois, vietnamiens. Ils estiment qu'ils seront mieux armés en le connaissant. En général ils projettent sur eux diverses images au gré de leurs fantaisie. Heureux quand le dirigeant communiste n'entre pas dans le jeu et ne se compose pas un personnage en miroir. Alors, pour son partenaire si longtemps frustré, sevré d'humanité, il devient un "ami". Ainsi Gierek pour Giscard d'Estaing. Les ambassadeurs soviétiques en poste à Paris ou à Washington excellaient dans ce rôle.

L'expérience a montré qu'en face des dirigeants de ce type trop de subtilité nuit. Ceux qui ont obtenu finalement les meilleurs résultats étaient des esprits simples, qui réagissaient à l'agression par la fermeté et qui acceptaient de considérer — non pas la Russie, non pas l'entité politique URSS — mais le *communisme* comme un *ennemi*. Il suffit de nommer Truman et Reagan. On a assez reproché à ce dernier son "empire du mal". Mais il l'a fait tomber.

Il y a dix ans que le communisme s'est volatilisé sur une partie de son territoire, et qu'il est devenu tout à fait légitime d'appeler la Russie : Russie. Mais après une vacillation qui a duré quelques années, il semble que les rapports entre le nouveaux chefs de ce pays et l'occident retrouvent peu à peu le même cadre, les mêmes méthodes. L'idéologie communiste, qui avait donné à ces rapports leur forme, ainsi que la fondamentale dissymétrie qu'elle établissait entre "eux" et "nous", a bel et bien disparu, et cette forme à pourtant l'air de se reconstituer à vive allure. La vieille tactique dite des "faucons" et des "colombes" est reconduite à l'identique sous la configuration des "conservateurs" et des "réformateurs". La manière d'extorquer les prêts, de ne pas les rembourser, a simplement gagné en étendue et en sophistication. La façon de revendiquer des sièges, de s'y asseoir solidement, de promettre une bonne conduite contre un avantage immédiat, de sommer le partenaire de respecter des règles universelles de droit en s'y déroband soi même, d'entrer dans les organisations internationales pour les subvertir ou pour les bloquer par sa seule présence, et même l'utilisation de l'orthodoxie (ou plutôt, comme on dit maintenant de "l'orthodoxisme" — *pravoslavizm*—) toutes ces vieilles techniques sont reprises avec un raisonnable succès. C'est d'autant plus remarquable que la Russie est dans un grand état de faiblesse et qu'on le sait. Mais elle joue de sa faiblesse réelle aussi habilement qu'elle

jouait auparavant de sa force imaginaire, en menaçant le monde d'une catastrophe, par explosion ou implosion, qui ne manquerait pas d'advenir si l'on n'en passait pas par ses volontés.

Cette similitude des procédés pourrait s'expliquer par la continuité du personnel politique et diplomatique russe. Les "nouveaux" du post-communisme procèdent du même vivier que les anciens. Il n'y a pas eu dans le corps diplomatique de mutation significative. On pourrait donc présumer qu'il y a eu simplement conservation des habitudes. Le léninisme est oublié, mais l'éducation léniniste continue d'exercer son influence et la technique léniniste de servir à des fins différentes.

Quelles fins ? Le rêve léniniste de *révolution* mondiale est bien mort. Le rêve brejnevien *d'expansion* mondiale, qui était encore vif au lendemain de la chute de Saïgon, quand, profitant du "coma" américain, l'URSS courait en Afrique et en Amérique des aventures audacieuses, s'est aussi évanoui. Entre la révolution et l'expansion il y a une évolution qui signifie que la forme de plus en plus vide de l'idéologie a eu besoin de se remplir de passions plus naturelles, le désir de puissance, le nationalisme. Ces passions ont fait aujourd'hui éclater la forme. Mais celle-ci leur a légué la pulsion d'antagonisme contre le monde occidental. L'Europe et les États-Unis ouvraient leurs bras à la Russie de Gorbatchev et d'Eltsine à ses débuts. C'était en effet l'intérêt évident de la Russie de s'intégrer à ce monde, de jouer le jeu sincèrement, de préparer l'entrée dans la modernisation économique d'établir la règle de droit. Au lieu de quoi elle ne joue pas le jeu et s'emploie, comme par routine, à gêner. Il faut ajouter que cette conduite obéit à une rationalité politique réelle quoique perverse. Il est plus facile de flatter les passions du peuple russe que de l'éduquer à la politique et au droit ; plus facile de lui donner des satisfactions de gloire que de le mettre au travail ; plus facile de forcer l'Occident à nourrir, à entretenir et à payer, que de préparer le pays à des investissements libres et volontaires de entreprises européennes et américaines. On peut donc avancer que la tromperie systématique et organisée de type léniniste peut être conservée, hors léninisme, dans le cadre d'une politique nationaliste d'antagonisme, et que, réciproquement, cette politique d'antagonisme permet la conservation des techniques canoniques de tromperie. Elle permet aussi de maintenir aux affaires le personnel le mieux entraîné à ces procédés. Le KGB (désormais FSB), que Mme Carrère d'Encausse, avec plus de profondeur peut être qu'elle n'y pensait mettre, déclarait être l'ENA de la Russie, les diplomates du MID ont devant eux encore une longue carrière.